

Réponse à l'ANEF 63

Bonjour Monsieur,

Nous vous remercions pour votre lettre ouverte.

Présent-es dans les luttes contre l'exclusion, pour le logement et l'emploi, nous connaissons bien votre association et mesurons l'importance de son action à Clermont-Ferrand et sur la métropole.

En matière d'exclusion et de mal-logement, le projet de destruction de 1250 logements à bas loyers sur trois quartiers de Clermont dans le cadre du NPRU nous inquiète particulièrement. Les garanties avancées sur les conditions de relogement comme sur la production de nouveaux logements à bas loyers nous semblent bien insuffisantes. Laisser la conception d'un tel projet aux intérêts privés nous semble très dangereux pour l'avenir.

Ainsi, l'urgence sociale comme l'urgence écologique nous conduisent à réclamer un moratoire pour redéfinir ce projet avec les habitant-es et les associations.

La réforme de l'assurance chômage (en attendant celle sur les minimas sociaux) va un peu plus précariser des milliers de foyers (sur les 15 000 inscrits à Pôle Emploi de la commune environ 4000 vont voir leurs droits diminuer d'une façon ou d'une autre).

Nous pensons qu'il faut résister au projet néolibéral urbain visant à créer une ville pour les riches, augmentant les inégalités et, au final, substituant un simple idéal de subsistance à l'exigence d'égalité, de fraternité et d'émancipation pour les classes populaires.

En matière de mobilité, nous mettrons en place la gratuité des transports en commun pour tous et toutes.

Notre programme articulant justice sociale et transition écologique permettra de créer de nombreux emplois. L'expérience des Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée initiée par ATD Quart Monde nous semble par exemple un point d'appui prometteur.

En matière de lutte contre les violences faites aux femmes, durant le mandat nous avons constamment maintenu la pression sur la majorité municipale et métropolitaine pour débloquer des moyens en matière d'hébergement spécifique tout en dénonçant la responsabilité du département dans une situation inacceptable.

Des moyens existent à condition de faire passer les besoins sociaux avant les subventions au business et aux intérêts privés à la métropole.

Pour nous les associations doivent être au cœur d'un nouveau projet pour Clermont. Les logiques technocratiques, financières et néolibérales ne peuvent autant s'imposer que dans l'éloignement vis à vis des habitant-es et dans la promotion de l'individualisme. Que ce soit en matière de sport, de logement, de culture, d'écologie, de social, nous voulons associer les associations et les habitant-es à la définition et à la conception des politiques publiques.

En sachant que nous nous retrouverons ensemble dans les combats clermontois pour la justice sociale, nous vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de notre parfaite considération,

Marianne Maximi pour la liste Clermont-Ferrand en Commun

2/2

CLERMONT
FERRAND
en COM|UN

**UN AUTRE CLERMONT-FD
EST POSSIBLE !**